

b) l'article 7, § 2, alinéa 4 et 6, modifié par l'arrêté royal du 19 août 1960;

c) l'article 33;

2° l'arrêté royal du 13 décembre 1966 fixant les droits d'expertise dans les communes et les établissements où le service d'expertise des viandes est organisé par le Gouvernement;

3° dans l'arrêté royal du 12 mars 1965 relatif à l'importation des viandes :

a) le premier alinéa du texte français de l'article 21, modifié par l'arrêté royal du 20 avril 1977;

b) l'article 22, modifié par l'arrêté royal du 11 octobre 1974;

c) l'article 23;

4° l'article 7 de l'arrêté royal du 12 décembre 1955 relatif à l'exploitation et au fonctionnement des abattoirs d'exportation agréés par le Gouvernement;

5° dans l'arrêté royal du 21 septembre 1970 relatif à l'expertise et au commerce des viandes de volaille :

a) l'article 59, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 20 mars 1978;

b) l'article 60, modifié par l'arrêté royal du 11 octobre 1976;

c) l'article 61;

6° l'arrêté royal du 28 août 1981 fixant les droits d'expertise pour les volailles, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1981;

7° l'article 22 de l'arrêté royal du 30 avril 1976 relatif à l'expertise et au commerce du poisson, modifié par l'arrêté royal du 26 mars 1982;

8° les articles 1, 2, 4 et 5 de l'arrêté royal du 26 mars 1982 relatif aux droits destinés à couvrir les frais résultant des expertises, examens et contrôles sanitaires du poisson.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 16. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Secrétaire d'Etat aux Finances et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

R. DELIZEE

b) het artikel 7, § 2, vierde en zesde lid, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 augustus 1960;

c) het artikel 33;

2° het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot vaststelling van de keurrechten in de gemeenten en inrichtingen waar de vleeskeuringdienst van Rijksweg geregeld is;

3° in het koninklijk besluit van 12 maart 1965 betreffende de invoer van vlees :

a) het eerste en tweede lid van de Nederlandse tekst van het artikel 21, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 april 1977;

b) het artikel 22, gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 oktober 1974;

c) het artikel 23;

4° het artikel 7 van het koninklijk besluit van 12 december 1955 betreffende de exploitatie en de werking van de door de regering erkende exportslachthuizen;

5° in het koninklijk besluit van 21 september 1970 betreffende de keuring van en de handel in vlees van gevogelte :

a) het artikel 59, eerste lid, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 maart 1978;

b) het artikel 60, gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 oktober 1976;

c) het artikel 61;

6° het koninklijk besluit van 28 augustus 1981 tot vaststelling van de keurrechten voor gevogelte, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 september 1981;

7° het artikel 22 van het koninklijk besluit van 30 april 1976 betreffende de keuring van en de handel in vis, gewijzigd bij koninklijk besluit van 26 maart 1982;

8° de artikelen 1, 2, 4 en 5 van het koninklijk besluit van 26 maart 1982 betreffende de rechten bestemd om de kosten te dekken van keuringen, gezondheidsonderzoeken en -controles van vis.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 16. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Financiën en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 januari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Financiën,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

R. DELIZEE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 509

21 FEVRIER 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1987

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1^{er}, II, 4°;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1987, créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1987;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'après deux années d'application, il apparaît que certaines dispositions de l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987 précités doivent d'urgence être reformulées de façon à éviter toute équivoque lors de leur application, que d'autres dispositions doivent être modifiées ou complétées en vue notamment d'apporter une solution à des situations particulières;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé et vu la délibération de l'Exécutif du 10 février 1989,

Arrêtons :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1987, doit être complété comme suit :

« Elle doit notamment respecter les quotas de personnel non-éducatif repris à l'annexe VII ».

Art. 2. L'alinéa 1er de l'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. Au premier décembre de chaque année, le Ministre arrête définitivement le nombre de prises en charge de bénéficiaires du Fonds à prendre en considération pour le calcul de la subvention forfaitaire annuelle de l'année suivante. »

Art. 3. L'alinéa 1er de l'article 43bis du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 43bis. Une subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être octroyée pour le transport des bénéficiaires du Fonds placés en régime de semi-internat sous réserve de la conclusion d'une convention relative à l'intervention du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le cadre de l'arrêté royal n° 493. »

Art. 4. L'article 51 du même arrêté est complété comme suit :

« Art. 51, 6° : L'article 36, § 2, dernier alinéa, de l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1987, créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés. »

Art. 5. Les articles 52 à 53 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 52. Le Ministre détermine la capacité agréée. Sauf exception prévue par le présent arrêté, la capacité agréée ne peut en aucun cas être supérieure à plus de 20 p.c. de l'occupation de l'institution. Pour l'année 1988, l'occupation moyenne de 1987 telle que définie à l'article 35 du présent arrêté, sert de référence.

Pour l'année 1989, l'occupation moyenne de 1988 telle que définie à l'article 35 du présent arrêté, sert de référence. »

« Art. 53. Le Ministre décide de tout nouvel agrément et de toute modification de régime en fonction des besoins du secteur et en tenant compte des disponibilités budgétaires après avis de la Commission de Programmation et de Consultation.

En cas de glissement de capacité entre institutions dépendant d'un même pouvoir organisateur, la limite fixée à l'article 52 s'apprécie sur l'ensemble des capacités.

Par glissement, on entend tout transfert de lits ou places qui entraîne une nouvelle répartition de la capacité globale d'une entité dépendant d'un même pouvoir organisateur, sans augmentation de capacité, qu'il s'agisse de transferts de capacités entre institutions préexistantes ou non.

En cas de création d'une nouvelle institution ou lorsqu'une institution a connu une augmentation de sa capacité agréée durant la période de référence, la capacité reste fixée pendant deux années de fonctionnement sans égard à la limite fixée à l'article 52. »

Art. 6. Les §§ 1er et 2 de l'article 54 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 54. § 1er. Les institutions qui ne peuvent prétendre pour 1989 qu'à une enveloppe inférieure ou égale à 101 p.c. de celle attribuée en 1988, verront leur enveloppe fixée à 101 p.c. de celle attribuée en 1988 sauf si l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté est inférieure à 90 p.c. de la capacité subventionnée en 1988.

Dans ce dernier cas, les institutions verront leur enveloppe fixée à 90 p.c. au moins de l'enveloppe attribuée en 1988.

Les institutions qui peuvent prétendre pour 1989 à une enveloppe supérieure à 101 p.c. de celle qui a été attribuée en 1988 verront celle-ci limitée à un pourcentage de l'enveloppe attribuée en 1988. Le Ministre fixera ce pourcentage après enquête de façon à rester dans les limites des disponibilités budgétaires et moyennant l'accord du Ministre du Budget.

Dans tous les cas, l'enveloppe ne peut être supérieure à l'enveloppe calculée sans application des coefficients dont question à l'article 50bis.

§ 2. Le nombre 60 à partir duquel le montant de la subvention de fonctionnement se différencie est pour 1989 fixé par rapport à l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté. »

Art. 7. Le § 3 de l'article 54 du même arrêté est remplacé et complété par les dispositions suivantes :

« Art. 54. § 3. Lorsqu'une institution connaît une réduction telle de sa capacité agréée durant la période d'attribution, que celle-ci devient inférieure à la capacité subventionnée durant la même période, l'enveloppe attribuée est réduite à due proportion.

§ 4. Au début de la période d'attribution, le Ministre peut s'engager à accorder un certain nombre de prises en charge, après avis de l'administration et en fonction des disponibilités budgétaires, dans les cas suivants :

a) aux nouvelles institutions pendant les deux premières années complètes de fonctionnement de celles-ci.

La subvention forfaitaire annuelle est alors calculée conformément aux articles 36 et 50bis, et ajustée en fin de période d'attribution dans les limites de l'engagement du Ministre, sur base de l'occupation effective de l'année d'attribution;

b) aux institutions qui connaissent une augmentation de capacité agréée, ainsi qu'à celles qui connaissent un accroissement sensible et dans des circonstances exceptionnelles de l'occupation dans les limites de la capacité agréée.

La subvention forfaitaire annuelle accordée en sus de l'enveloppe attribuée est calculée selon les mêmes modalités que dans le cas précédent;

c) aux institutions qui connaissent une modification d'agrément susceptible d'entraîner une augmentation très importante des subventions en raison des coefficients d'encadrement applicables.

La subvention forfaitaire annuelle accordée en sus de l'enveloppe attribuée est calculée de la même façon qu'en a) mais est réduite à concurrence de celle déjà attribuée pour ces prises en charge en application du § 1er du présent article.

En cas de glissement de capacité entre institutions dépendant d'un même pouvoir organisateur, le nombre de prises en charge accordées en début de période d'attribution doit permettre de justifier au moins le reliquat obtenu par application de l'article 54, § 3. »

Art. 8. Le § 3 de l'article 55 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 55. § 3. Les prestations effectives des médecins seront prises en considération en 1989 dans les limites des subventions octroyées en leur faveur en 1988. »

Art. 9. Un article 55bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 55bis. Pour l'année 1987, le Ministre peut déroger au cas par cas à l'étanchéité des subventions visées à l'article 36, § 2 et § 3, à condition que la direction de l'institution apporte les justifications suivantes :

1° convention d'entreprise prévoyant le maintien du volume global de l'emploi;

2° motifs pédagogiques de retenir la répartition de l'emploi envisagée;

3° engagement de réserver aux frais de fonctionnement autres que ceux du personnel, un montant égal à celui qui a été notifié pour l'année 1986 adapté dans les mêmes proportions que celles qui ont servi à l'attribution de l'enveloppe pour 1987. »

Art. 10. Un article 55ter rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 55ter. Lorsqu'une décision ministérielle, suite à un recours introduit contre un arrêté d'inscription du Gouverneur, modifie l'occupation moyenne dont on a tenu compte en application de l'article 35, l'incidence de cette modification devra être calculée comme suit :

a) ajustement de l'enveloppe attribuable sur base de la formule :

$$\frac{\text{enveloppe attribuée}}{\text{occupation moyenne}} \times \text{occupation moyenne rectifiée};$$

b) application des limites fixées à l'article 54 du présent arrêté.

La nouvelle enveloppe ainsi attribuée peut influencer à son tour l'enveloppe à attribuer lors d'un exercice ultérieur. »

Art. 11. L'article 56 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 56. Sauf disposition contraire prise avant le 31 décembre 1989, les dispositions transitoires sont également applicables pour la détermination de l'enveloppe pour 1990. »

Art. 12. Dans le chapitre 1er de l'annexe III du même arrêté, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« Un assistant social et/ou éducateur (dont les qualifications permettent d'accéder au moins à la fonction d'éducateur classe 2A), à raison de 0,0483 par prise en charge. »

Art. 13. L'annexe VII du même arrêté est remplacée par le texte qui suit :

« *Quotas de personnel non-éducatif*

Pour l'application des présentes dispositions, on entend par « personnel non-éducatif », l'ensemble du personnel de direction, administratif, social et ouvrier occupé, dont la qualification correspond aux exigences reprises à l'annexe IV, quel, soit son statut, même si ses prestations sont effectuées par l'intermédiaire d'une société de service.

Internats et Homes

Capacité subventionnée	Quota à respecter	Capacité subventionnée	Quota à respecter
+ de 1 à 2	0,15	+ de 20 à 25	3,25
+ de 2 à 3	0,30	+ de 25 à 30	4,—
+ de 3 à 4	0,45	+ de 30 à 35	4,75
+ de 4 à 5	0,60	+ de 35 à 40	5,50
+ de 5 à 6	0,75	+ de 40 à 45	6,50
+ de 6 à 7	0,90	+ de 45 à 50	7,50
+ de 7 à 8	1,—	+ de 50 à 60	8,50
+ de 8 à 9	1,20	+ de 60 à 70	9,—
+ de 9 à 10	1,35	+ de 70 à 80	10,50
+ de 10 à 15	1,50	+ de 80 à 90	12,—
+ de 15 à 20	2,50		et une unité en plus par tranche de 10 prises en charge subventionnées supplémentaires

Semi-internats

Capacité subventionnée	Quota à respecter	Capacité subventionnée	Quota à respecter
+ de 1 à 2	0,10	+ de 15 à 20	1,75
+ de 2 à 3	0,20	+ de 20 à 30	2,25
+ de 3 à 4	0,30	+ de 30 à 40	3,—
+ de 4 à 5	0,40	+ de 40 à 45	3,75
+ de 5 à 6	0,50	+ de 45 à 50	4,75
+ de 6 à 7	0,60	+ de 50 à 60	5,—
+ de 7 à 8	0,75	+ de 60 à 65	6,—
+ de 8 à 9	0,85	+ de 65 à 75	6,50
+ de 9 à 10	0,95	+ de 75 à 90	7,50
+ de 10 à 15	1,—		et une unité en plus par tranche de 15 prises en charge subventionnées supplémentaires

Centres de jour

Capacité subventionnée	Quota à respecter	Capacité subventionnée	Quota à respecter
+ de 1 à 2	0,10	+ de 10 à 15	1,10
+ de 2 à 3	0,20	+ de 15 à 20	1,60
+ de 3 à 4	0,35	+ de 20 à 30	2,10
+ de 4 à 5	0,45	+ de 30 à 45	3,50
+ de 5 à 6	0,55	+ de 45 à 50	4,50
+ de 6 à 7	0,70	+ de 50 à 60	4,75
+ de 7 à 8	0,80	+ de 60 à 75	6,25
+ de 8 à 9	0,90	+ de 75 à 90	7,25
+ de 9 à 10	1,—		et une unité en plus par tranche de 25 prises en charge subventionnées supplémentaires. »

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1989 à l'exception des articles cités ci-après :

- les articles 2 et 10 qui prennent effet le 1er décembre 1988;
- les articles 3, 5, 7 et 12 qui prennent effet le 1er janvier 1988;
- l'article 9 qui prend effet le 1er janvier 1987;
- l'article 13 qui prend effet le 19 avril 1988.

Bruxelles, le 24 février 1989.

Le Ministre des Affaires sociales,
Ch. PICQUE

Le Ministre chargé du Budget,
V. FEAUX

VERTALING

N. 89 — 509

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

24 FEBRUARI 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 november 1987

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 4°;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1987 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 november 1987;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de Begroting,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het na twee jaar toepassing blijkt dat sommige bepalingen van het voormeld besluit van de Executieve van 9 februari 1987 dringend opnieuw moeten geformuleerd worden, zodanig dat alle dubbelzinnigheid bij hun toepassing voorkomen wordt, dat andere bepalingen dienen gewijzigd of aangevuld ten einde, onder meer, een oplossing aan bijzondere toestanden te brengen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid en gelet op de op 10 februari 1989 door de Executieve, na beraadslaging, genomen beslissing,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van 9 februari 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 16 november 1987 van de Executieve, moet als volgt worden aangevuld :

« Zij moet inzonderheid de in bijlage VII vermelde quota's inzake niet opvoedend personeel in acht nemen. »

Art. 2. Lid 1 van artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 35. Op één december van elk jaar stelt de Minister het aantal ten laste genomen begunstigen van het Fonds definitief vast, dat in aanmerking moet genomen worden voor de berekening van de vaste toelage van het volgende jaar. »

Art. 3. Lid 1 van artikel 43bis van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 43bis. Een vaste toelage voor personeelskosten kan toegekend worden voor het vervoer van de begunstigen van het Fonds die onder het stelsel van het semi-internaat geplaatst zijn, onder voorbehoud van het afsluiten van een overeenkomst, over de bijdrage van het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in het kader van het koninklijk besluit nr. 493. »

Art. 4. Artikel 51 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« Art. 51, 6°: Artikel 36, § 2, laatste lid, van het besluit van 9 februari 1987 van de Executieve, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 november 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1987 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale én pedagogische zorg voor gehandicapten. »

Art. 5. De artikelen 52 tot 53 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 52. De Minister bepaalt de erkende capaciteit. Behoudens uitzondering bepaald in dit besluit, kan deze geenszins hoger zijn dan 20 pct. van de bezetting van de instelling. Voor het jaar 1988 wordt de gemiddelde bezetting van 1987, zoals bepaald bij artikel 35 van dit besluit, als maatstaf genomen.

Voor het jaar 1989 wordt de gemiddelde bezetting van 1988, zoals bepaald bij artikel 35 van dit besluit, als maatstaf genomen. »

« Art. 53. De Minister beslist over elke nieuwe erkenning en over elke stelselwijziging naargelang van de behoeften van de sector en rekening houdend met de ter beschikking staande begrotingsmiddelen, na advies van de Commissie voor Programmatie en Advies.

Bij verschuiving van capaciteit tussen instellingen, die van eenzelfde inrichtende macht afhangen, wordt de bij artikel 52 vastgestelde grens bepaald met inachtneming van alle capaciteiten samen.

Onder verschuiving wordt verstaan elke overheveling van bedden of plaatsen die een nieuwe verdeling van de globale capaciteit van een entiteit tot gevolg heeft, afhankelijk van eenzelfde inrichtende macht, zonder capaciteitsverhoging, of het nu gaat over capaciteitsoverhevelingen tussen instellingen die al dan niet vroeger bestonden.

In geval van oprichting van een nieuwe instelling of wanneer een instelling een verhoging van haar erkende capaciteiten de loop van de referentieperiode heeft gekend, blijft de capaciteit gedurende twee jaar werking behouden, zonder rekening te houden met de bij artikel 52 vastgestelde grens. »

Art. 6. De §§ 1 en 2 van artikel 54 van hetzelfde besluit worden vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 54, § 1. Voor de instellingen die voor 1989 slechts op een enveloppe kunnen aanspraak maken die lager is of gelijk aan 101 pct. van het bedrag van de enveloppe die in 1988 werd toegekend, wordt hun enveloppe vastgesteld op 101 pct. van het bedrag toegekend in 1988, behalve indien de gemiddelde bezetting, zoals bepaald bij artikel 35 van dit besluit, lager is dan 90 pct. van de in 1988 betoelaagde capaciteit.

In dit laatste geval wordt de enveloppe van die instellingen vastgesteld op ten minste 90 pct. van de in 1988 toegekende enveloppe. Voor de instellingen die voor 1989 aanspraak kunnen maken op een enveloppe die hoger is dan 101 pct. dan deze toegekend in 1988 wordt deze beperkt tot een percentage van de in 1988 toegekende enveloppe.

De Minister bepaalt dit percentage na onderzoek, ten einde binnen de perken van de ter beschikking staande begrotingsmiddelen te blijven mits akkoord van de Minister van Begroting.

In alle gevallen kan de enveloppe niet hoger zijn dan de enveloppe berekend zonder toepassing van de coëfficiënten waarvan sprake in artikel 50bis.

§ 2. Het cijfer 60, vanaf hetwelk het bedrag van de werkingstoelage verschillend wordt, wordt voor 1989 vastgesteld, rekening houdend met de gemiddelde bezetting zoals bepaald bij artikel 35 van dit besluit. »

Art. 7. § 3 van artikel 54 van hetzelfde besluit wordt vervangen en aangevuld door de volgende bepalingen :

« Art. 54, § 3. Wanneer een instelling tijdens de toekenningsperiode een zo belangrijke vermindering van haar erkende capaciteit ondervindt dat deze lager wordt dan de betoelaagde capaciteit tijdens dezelfde periode, wordt de toegekende enveloppe verminderd tot het passende beloop.

§ 4. Bij het begin van de toekenningsperiode, kan de Minister de verbinding aangaan een zeker aantal tenlastenemingen toe te kennen, na advies van het bestuur en naargelang van de ter beschikking staande begrotingsmiddelen, in de volgende gevallen :

a) aan de nieuwe instellingen gedurende hun eerste twee werkingjaren.

De jaarlijkse vaste toelage wordt dan berekend overeenkomstig de artikelen 36 en 50bis en op het einde van de toekenningsperiode bijgepast binnen de perken van de verbinding van de Minister, op grond van de werkelijke bezetting tijdens het toekenningsjaar;

b) aan de instellingen die een verhoging van hun erkende capaciteit kennen alsook aan de instellingen die een aanzienlijke verhoging kennen, in uitzonderlijke omstandigheden van de bezetting binnen de perken van de erkende capaciteit.

De jaarlijkse vaste toelage die naast de toegekende enveloppe wordt toegestaan wordt berekend volgens dezelfde modaliteiten als in het vorig geval;

c) aan de instellingen die een wijziging van de erkenning ondergaan, waardoor een zeer belangrijke verhoging van de toelagen kan ontstaan op grond van de toepasbare begeleidingscoëfficiënten.

De jaarlijkse vaste toelage, toegestaan naast de toegekende enveloppe wordt op dezelfde wijze als in a) berekend, maar wordt verminderd tot het bedrag van de toelage die reeds werd toegekend voor deze tenlastenemingen, in toepassing van § 1 van dit artikel.

Bij verschuiving van capaciteiten tussen instellingen, afhankelijk van eenzelfde inrichtende macht, moet het aantal tenlastenemingen die bij het begin van de toekenningsperiode werden toegestaan, de mogelijkheid bieden ten minste het bij toepassing van artikel 54, § 3, bekomen saldo te verantwoorden. »

Art. 8. § 3 van artikel 55 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 55. § 3. De werkelijke verstrekkingen van de geneesheren worden in 1989 in aanmerking genomen binnen de perken van de toelagen, die voor hen in 1988 werden toegekend. »

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel 55 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 55 bis. Voor het jaar 1987 kan de Minister geval per geval afwijken van de vaste bedragen bestemd voor de werking op het opvoedend personeel, op voorwaarde dat de directie van de instelling de volgende verantwoordingsstukken voorlegt :

- 1° ondernemingsovereenkomst die in het behoud van het globaal tewerkstellingsvolume voorziet;
- 2° pedagogische redenen om de vooropgestelde verdeling van de tewerkstelling in aanmerking te laten nemen;
- 3° zich ertoe verbinden, voor de werkingskosten buiten die van het personeel, een bedrag voor te behouden, dat overeenstemt met het voor 1986 medegegeeld bedrag, aangepast in dezelfde verhoudingen als deze die gebruikt werden voor de toekenning van de enveloppe voor 1987. »

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een artikel 55 ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 55 ter. Wanneer, ten gevolge van een beroep ingesteld tegen een inschrijvingsbesluit van de gouverneur, het aantal begunstigden waarmee rekening werd gehouden in toepassing van artikel 35, door een ministeriële beslissing wordt gewijzigd, moet de weerslag van deze wijziging als volgt worden berekend :

a) aanpassing van de toekembare enveloppe op basis van de formule :

$$\frac{\text{toegekende enveloppe}}{\text{aantal in aanmerking genomen begunstigden}} \times \text{gerectificeerd aantal begunstigden};$$

b) toepassing van de beperkingen bepaald bij artikel 54 van dit besluit.

De nieuwe enveloppe, op die wijze toegekend, kan op haar beurt de enveloppe beïnvloeden die tijdens een later dienstjaar moet toegekend worden. »

Art. 11. Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 56. Behoudens andersluidende bepaling, genomen vóór 31 december 1989, zijn de overgangsmaatregelen ook van toepassing voor de vaststelling van de enveloppe voor 1990. »

Art. 12. In hoofdstuk I van bijlage III van hetzelfde besluit, wordt 2° vervangen door de volgende bepaling :

« Een maatschappelijk assistent en/of opvoeder (wier (wiens) kwalificaties tot ten minste de functie van opvoeder van klasse 2A toelaten), naar rata van 0,0483 per tenlasteneming. »

Art. 13. Bijlage VII van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« Quota's niet-opvoedend personeel

Voor de toepassing van onderhavige bepalingen wordt verstaan onder « niet-opvoedend personeel », het geheel van het tewerkgestelde directie-, administratief, sociaal en werkliedenpersoneel, wiens kwalificatie beantwoordt aan de in bijlage IV opgenomen vereisten, ongeacht zijn statuut, zelfs indien zijn prestaties via een dienstmaatschappij worden verricht.

Internaten en Tehuizen

Betoelaagde capaciteit	In acht te nemen quota	Betoelaagde capaciteit	In acht te nemen quota
+ dan 1 tot 2	0,15	+ dan 20 tot 25	3,25
+ dan 2 tot 3	0,30	+ dan 25 tot 30	4,—
+ dan 3 tot 4	0,45	+ dan 30 tot 35	4,75
+ dan 4 tot 5	0,60	+ dan 35 tot 40	5,50
+ dan 5 tot 6	0,75	+ dan 40 tot 45	6,50
+ dan 6 tot 7	0,90	+ dan 45 tot 50	7,50
+ dan 7 tot 8	1,—	+ dan 50 tot 60	8,50
+ dan 8 tot 9	1,20	+ dan 60 tot 70	9,—
+ dan 9 tot 10	1,35	+ dan 70 tot 80	10,50
+ dan 10 tot 15	1,50	+ dan 80 tot 90	12,—
+ dan 15 tot 20	2,50		en één eenheid meer per schijf van 10 bijkomende betoelaagde tenlastenemingen

Semi-internaten

Betoelaagde capaciteit	In acht te nemen quota	Betoelaagde capaciteit	In acht te nemen quota
+ dan 1 tot 2	0,10	+ dan 15 tot 20	1,75
+ dan 2 tot 3	0,20	+ dan 20 tot 30	2,25
+ dan 3 tot 4	0,30	+ dan 30 tot 40	3,—
+ dan 4 tot 5	0,40	+ dan 40 tot 45	3,75
+ dan 5 tot 6	0,50	+ dan 45 tot 50	4,75
+ dan 6 tot 7	0,60	+ dan 50 tot 60	5,—
+ dan 7 tot 8	0,75	+ dan 60 tot 65	6,—
+ dan 8 tot 9	0,85	+ dan 65 tot 75	6,50
+ dan 9 tot 10	0,95	+ dan 75 tot 90	7,50
+ dan 10 tot 15	1,—		en één eenheid meer per schijf van 15 bijkomende betoelaagde tenlas- tenemingen

Dagcentra

Betoelaagde capaciteit	In acht te nemen quota	Betoelaagde capaciteit	In acht te nemen quota
+ dan 1 tot 2	0,10	+ dan 10 tot 15	1,10
+ dan 2 tot 3	0,20	+ dan 15 tot 20	1,60
+ dan 3 tot 4	0,35	+ dan 20 tot 30	2,10
+ dan 4 tot 5	0,45	+ dan 30 tot 45	3,50
+ dan 5 tot 6	0,55	+ dan 45 tot 50	4,50
+ dan 6 tot 7	0,70	+ dan 50 tot 60	4,75
+ dan 7 tot 8	0,80	+ dan 60 tot 75	6,25
+ dan 8 tot 9	0,90	+ dan 75 tot 90	7,25
+ dan 9 tot 10	1,—		en één eenheid meer per schijf van 25 bijkomende betoelaagde tenlas- tenemingen. »

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989, met uitzondering van de hierna vermelde artikelen :

- de artikelen 2 en 10, die uitwerking hebben met ingang van 1 december 1988;
- de artikelen 3, 5, 7 en 12, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1988.
- artikel 9 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1987;
- artikel 13 dat uitwerking heeft met ingang van 19 april 1988.

Brussel, 24 februari 1989.

De Minister van Sociale Zaken,

Ch. PICQUE

De Minister belast met de Begroting,

V. FEAUX

F. 89 — 510

25 FEVRIER 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1987 et du 24 février 1989

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1^{er}, II, 4^o;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1987 et du 24 février 1989;